

Initiatives ministérielles

compétent a dit aux Canadiens qu'il prenait des mesures concrètes alors que, en réalité, il évitait justement de le faire.

C'est ce qui se passe dans le cas présent. C'est ce que l'actuel ministre de l'Immigration fait et c'est le cas du gouvernement dans de nombreux domaines. Notre énorme déficit et nos impôts très élevés menacent de reléguer le Canada, qui a déjà été un grand pays, au rang des pays du tiers monde. Pour remédier à la situation, le gouvernement veut augmenter les impôts et effectuer dans les dépenses gouvernementales des compressions pas trop choquantes. Les ministériels affirment agir, alors que la situation se détériore.

La criminalité menace la sécurité de nos quartiers et la tranquillité que les Canadiens considèrent depuis longtemps comme allant de soi, comme une sorte de droit qu'ils acquièrent en naissant. Voici à peu près le langage que nous tient le gouvernement: «Adoptons une loi sur le contrôle des armes à feu. Voyez, nous faisons quelque chose.» En fait, on ne s'attaque pas au vrai problème.

Le contrôle de notre système d'immigration nous échappe. Le gouvernement nous présente le projet de loi C-44 en disant: «Voyez, nous agissons.» En fait, il ne fait rien pour régler le vrai problème. C'est de la poudre aux yeux. Toujours la même rengaine! Ce sont des politiques cyniques qui ne visent qu'à faire croire aux Canadiens que le gouvernement bouge.

Or, il y a une solution. Il existe un moyen de nous tirer de ce bourbier qu'est devenue l'immigration. Le Parti réformiste a donné l'exemple et est intervenu dans le dossier. Nous avons formulé publiquement des mesures concrètes.

Ainsi, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié contribue largement au problème. Nous avons proposé une solution. Abolissons-la. Refilons ses fonctions au ministre. Admettons plus de réfugiés venant directement de l'étranger. Adoptons des mesures plus rigoureuses pour que notre processus de reconnaissance du statut de réfugié ici soit plus conforme à ceux des autres pays et qu'il ne soit pas à la merci de groupes d'intérêts spéciaux. Nous avons présenté 13 propositions qui, si elles étaient adoptées, reformeraient le système de reconnaissance du statut de réfugié pour le plus grand bien des Canadiens et des réfugiés. On ne peut qu'y gagner!

• (1325)

Nous avons demandé au ministre d'exercer ses pouvoirs pour que cessent les abus au chapitre des appels et des audiences. Nous avons demandé au présent gouvernement de ramener le nombre total des immigrants à un niveau qui soit compatible avec nos ressources, avec les moyens dont dispose le ministère de l'Immigration, sans pour autant priver le Canada de son titre de champion mondial de l'immigration. Nous avons demandé au gouvernement d'accroître le nombre des immigrants appartenant à la catégorie des indépendants.

D'après le *Globe and Mail*, l'Institut C. D. Howe souscrit à cette approche. Si nous augmentons le nombre d'immigrants indépendants, le bilan de l'immigration sera positif pour le Canada. Une telle mesure réduirait la somme de 700 millions de dollars consacrée à la réunion des familles, de même que le nombre de personnes qui ont des antécédents douteux et qui entrent au Canada sans être repérées.

Le ministre a prétendu avoir réalisé cela, mais celui qui sait lire une colonne de chiffres voit bien que tel n'est pas le cas. Selon les plus récents objectifs fixés par le ministre, le nombre d'immigrants de la catégorie de la famille augmente au lieu de diminuer. C'est toujours la même histoire! On ne fait que jeter de la poudre aux yeux.

Nous avons proposé de véritables solutions et pas des solutions bidon comme celles du projet de loi C-44. Nous avons affirmé que le gouvernement et le ministre de l'Immigration devaient être tenus responsables. Ce dernier doit faire mieux que de simplement présenter un projet de loi boiteux qui donne l'illusion que de véritables mesures ont été prises, alors qu'il ne s'attaque pas aux vrais problèmes, et qui ne comporte aucun avantage réel. Nous avons proposé des solutions, et le gouvernement n'en a pas tenu compte.

Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je demande à mes collègues de rejeter ce projet de loi. Comme la population canadienne, vous vous êtes peut-être laissé convaincre que ce projet de loi corrigerait certains défauts de la politique d'immigration actuelle. Je viens vous dire, en toute sincérité et sans esprit de parti, qu'il ne réussira pas à résoudre les problèmes. Je viens vous dire que ce projet de loi est un simple prétexte à l'inaction, un prétexte pour un ministre qui ne veut pas exercer les pouvoirs qu'il possède déjà et qui veut laisser la responsabilité à d'autres.

À tous ceux qui, des deux côtés de la Chambre, désirent vraiment représenter leurs électeurs, agir et obtenir un résultat concret, puis rendre le gouvernement efficace et responsable, je leur demande de lire ce projet de loi et d'en discuter avec les experts des deux côtés de la barrière idéologique. Lorsque leurs inquiétudes auront été confirmées par les gens de confiance qu'ils auront consultés, je leur demande de prendre la bonne décision et de voter contre ce projet de loi.

Le président suppléant (M. Kilger): Après l'intervention du ministre et des deux critiques, les députés, pour les cinq prochaines heures, auront droit à un maximum de 20 minutes pour leurs interventions, sous réserve d'une période de 10 minutes pour des questions ou des observations.

M. Gar Knutson (Elgin—Norfolk, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour appuyer le projet de loi C-44.

Je voudrais mettre de côté momentanément le texte que j'ai préparé pour dire que le ministre, les Canadiens et moi partageons sûrement bon nombre des préoccupations que le Parti réformiste a exprimées au sujet de l'application des règlements et des ressources du ministère. Nous vivons à une période difficile, sur le plan financier, et bon nombre de ministères sont soumis à énormément de contraintes. Le ministre des Finances était probablement à l'écoute quand on a dit qu'il faudrait consacrer plus de fonds au ministère de l'Immigration. Le ministre de l'Immigration serait probablement d'accord.

Je voudrais aussi parler un peu de ma circonscription. Je viens d'une région où l'immigration est une question importante, sans toutefois être l'une des principales questions. Cette région, c'est la rive nord du lac Érié. Comme bien d'autres régions du pays, elle a accueilli plusieurs vagues d'immigrants. Au départ, les immigrants sont venus de Grande-Bretagne. C'étaient surtout